

KLAUS BUCHNER



**Entretien avec Klaus Buchner, membre du
Parti écologiste-démocrate allemand et du
Groupe des Verts/Alliance libre européenne**

Quel bilan de la dernière législature européenne?

• Votre plus grande réussite au cours de la législature 2014-2019 (collective ou personnelle)?

K.B. : « Le plus grand succès que j'ai connu jusqu'à présent date de janvier 2018, quand 571 députés européens ont adopté mon rapport sur les **biens à double usage** (29 ont voté contre et 29 se sont abstenus). Des règles plus sévères, appliquées à échelle européenne sur l'**exportation de techniques de surveillance**, doivent empêcher que des drones et logiciels d'espionnage en provenance de l'Union européenne n'arrivent entre les mains de dictateurs ou ne soient livrés à des régimes autoritaires. Le Parlement européen s'engage à présent avec une position forte dans les négociations avec le Conseil et la Commission au sujet de l'exportation de biens à double usage, qui peuvent être utilisés à des fins à la fois militaires et civiles. Puisque je suis le rapporteur parlementaire de ce dossier sur les biens à double usage, je peux également m'attribuer ce succès à titre personnel. »

Biographie

1983: Membre du Parti écologiste-démocrate allemand (ÖDP)

2003-2010: Président fédéral du parti ÖDP, lutte contre le nucléaire et le manque de démocratie des traités de libre-échange

2014: Député européen pour le Parti écologiste-démocrate (ÖDP), premier représentant européen du parti

• Le plus grand échec de la législature 2014-2019 ? Avez-vous des regrets?

K.B. : « Je trouve problématique que la Commission européenne fasse encore et toujours les mêmes erreurs en ce qui concerne les divers accords commerciaux. Les négociations se déroulent en secret, les traités sont compliqués et opaques. Et ceux qui critiquent ces traités sont souvent diffamés. Nous avons pourtant besoin de **traités commerciaux équitables**, qui ne nuisent ni à l'Union européenne, ni à ses pays partenaires. Nous devons nous concentrer sur les droits de l'Homme, la justice sociale et la protection de l'environnement, et non essayer de tirer encore plus de profits au détriment d'autres personnes. »

• Un pronostic pour votre famille politique pour les élections européennes de 2019 ?

K.B. : « J'espère grandement que les **partis écologistes**, et par là également le mien, le Parti écologiste-démocrate (ÖDP), attireront **plus d'électorales et d'électeurs**. Le changement

climatique est précisément un défi capital pour les années à venir, qui ne peut être abordé que conjointement dans la confédération européenne des États. »

• Les plus grands défis pour l'Union européenne durant la législature 2019-2024?

K.B. : « Comme je l'ai dit précédemment, le **changement climatique** reste un défi important à cause de toutes ses conséquences, comme la sécheresse, les inondations, l'augmentation des températures et les flux migratoires importants qui en découlent. Mais l'**isolement croissant de certains Etats européens** figure également au programme de la législature à venir. Nous devons discuter des valeurs que nous partageons et de l'attitude que nous voulons adopter face à des Etats qui bénéficient certes des avantages liés à leur appartenance à l'UE, comme les subventions par exemple, mais qui ne veulent pas accueillir de réfugiés ou restreignent la liberté de la presse. Nous devons mener un débat de fond à ce sujet. »

« Je ne peux que formuler ce que je désire, à savoir que l'Union européenne se démocratise davantage. Nous avons besoin d'un Parlement qui possède les mêmes prérogatives qu'une représentation nationale dans une démocratie. »

KLAUS BUCHNER

• A quoi ressemblera l'Union européenne en 2030?

K.B. : « Je ne sais pas à quoi ressemblera l'Union européenne en 2030. Je ne peux que formuler ce que je désire, à savoir que l'Union européenne se démocratise davantage. Nous avons besoin d'un Parlement qui possède les mêmes prérogatives qu'une **représentation nationale** dans une **démocratie**. L'un de ces droits est celui de pouvoir prendre des décisions concernant tous les thèmes européens importants, ce qui signifie par exemple aussi la politique étrangère ou de défense également. Le Parlement doit avoir le droit de proposer de nouvelles lois et également celui d'élire un gouvernement. Actuellement, la Commission européenne, qui endosse le rôle de gouvernement européen, n'est pas élue ou contrôlée mais seulement approuvée par le Parlement. Cela explique pourquoi il n'y a pas non plus de coalition gouvernementale ou d'opposition au Parlement européen. Ces carences de l'Union européenne doivent être comblées le plus tôt possible. »